

Angola — suite de la page 1

par la forte demande de produits et de services d'experts-conseils des industries pétrolière, gazière et minière.

La reconstruction et la modernisation des infrastructures du pays devraient se chiffrer à 18,6 milliards de dollars, 3 milliards de dollars étant nécessaires pour la seule revitalisation de l'industrie des transports. Le gouvernement angolais accorde une importance particulière aux projets de construction-exploitation-transfert dans l'industrie des transports.

Les entreprises qui offriront des services de financement seront particulièrement bien accueillies, car le gouvernement ne dispose pas des ressources nécessaires pour financer toutes les activités de reconstruction. On veut, par exemple, construire un nouvel aéroport national, mais on n'a pas encore obtenu les fonds nécessaires. La même situation prévaut en ce qui concerne le projet du gouvernement d'allouer quelque 5 milliards de dollars au cours des onze prochaines années à la reconstruction et à l'expansion du réseau ferroviaire national.

Le gouvernement angolais entend développer son infrastructure des TIC,

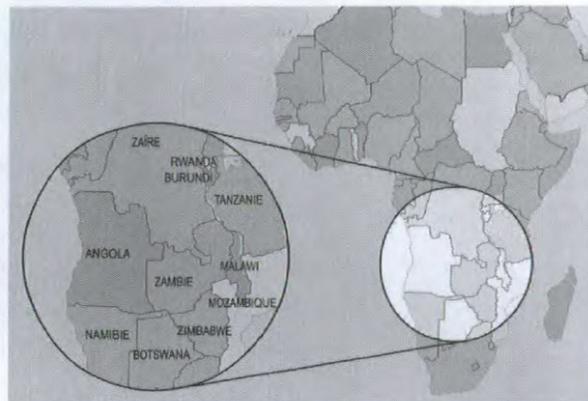
intensifier l'usage de la technologie au sein du gouvernement, favoriser l'entrée de fournisseurs de services Internet sur le marché et sensibiliser davantage les Angolais à la technologie. Les entreprises canadiennes profitent donc d'une belle occasion de présenter leurs technologies sur ce marché et d'offrir des services d'experts-conseils en ce

qui concerne le développement de l'infrastructure des TIC du pays, particulièrement en perfectionnement des fonctionnaires.

Les entreprises pétrolières et gazières canadiennes auront avantage à se faire connaître notamment auprès de l'entreprise d'État angolaise Sonangol. C'est elle qui recommande et autorise le matériel et les services en usage dans le secteur du gaz et du pétrole en Angola. Seules les entreprises soumissionnaires approuvées par Sonangol peuvent participer aux appels d'offres. Les entreprises auront donc avantage à faire appel aux services d'un représentant en Angola.

Faire des affaires en Angola

Pour connaître les projets à venir, il est important d'entretenir des liens avec des intervenants sur place, particulièrement au sein du gouvernement. Étant donné qu'il



peut être difficile d'obtenir des renseignements sur les projets, les entreprises auront avantage à consulter une grande variété de sites Web (voir liste en page 3) où l'on trouve des renseignements sur les appels d'offres internationaux. Les marchés publics sont publiés dans les grands journaux internationaux deux ou trois mois avant la date limite de soumission des offres.

Comme l'Angola dépend de ses importations, le gouvernement préfère l'investissement au commerce. Il cherche à obtenir le soutien d'institutions financières internationales en améliorant le processus d'investissement étranger et en révisant le code d'investissement dans le but d'offrir des incitatifs fiscaux spéciaux aux investisseurs étrangers, particulièrement à ceux du secteur manufacturier.

voir page 3 — Angola

Une réussite canadienne en Angola

Le gouvernement angolais a mis en place un programme d'envergure visant à établir une bourse des valeurs mobilières et à faciliter la privatisation des entreprises d'État du pays. Le ministère des Finances de l'Angola a offert à l'entreprise **DevPar Financial Consulting Limited** d'Oakville (Ontario) le mandat de former les Angolais souhaitant participer au marché en tant que professionnels.

« À l'heure où leur pays commence à s'ouvrir au développement, les Angolais veulent tisser de nouveaux liens commerciaux avec le Canada », a affirmé le vice-président de DevPar, James Chester.

Cette formation se rattache aux exigences réglementaires relatives à l'octroi de licences concernant certains rôles spécifiques sur le marché. DevPar a déjà effectué un travail comparable dans d'autres pays lusophones d'Afrique, entre autres au Mozambique et au Cap-Vert.

Le contrat a été décerné à DevPar en mars 2004; la première phase du projet doit se poursuivre jusqu'en juin 2005, et la bourse des valeurs mobilières doit entrer en activité vers la fin de 2005. DevPar déploiera en outre des efforts en vue de convaincre de nouvelles entreprises de s'inscrire à la cote officielle et conseillera le ministère des Finances de l'Angola sur l'inscription à la cote et sur le commerce de la dette du gouvernement.

Renseignements : www.DevPar.com 🌟

Angola — suite de la page 2

Les entreprises qui emploient une grande proportion d'Angolais et qui leur offrent de la formation et les mêmes avantages que ceux offerts aux salariés étrangers profitent elles aussi d'incitatifs fiscaux spéciaux. Comme l'Angola veut mettre fin à sa dépendance à l'égard des importations, il favorise les projets qui permettraient de substituer des produits nationaux aux importations.

Le secteur privé angolais est toujours en développement et a besoin de renforcer sa capacité et ses aptitudes. Les investissements privés, peu considérables, sont principalement concentrés dans les industries pétrolière et minière, mais certaines mesures de libéralisation adoptées récemment ont encouragé des investisseurs privés à occuper quelques créneaux de l'économie nationale, comme la construction et l'hôtellerie.

Le gouvernement joue encore un rôle prédominant dans les industries pétrolière, minière et financière, de même que dans la gestion des services publics. C'est dans ce contexte que le gouvernement invite les entreprises étrangères à établir une présence sur le marché angolais, pour réduire les importations et former la main-d'œuvre.

Chine — suite de la page 1

« Le nombre de secteurs représentés dans cette mission montre à quel point les gens d'affaires canadiens et chinois sont désireux d'explorer les débouchés commerciaux bilatéraux. Les gouvernements des deux pays s'emploient activement à mettre en place des structures susceptibles de favoriser cette exploration, a déclaré le ministre Peterson. Comme la Chine est en train de redéfinir ce qu'est le commerce mondial, un plan d'activités en Chine n'est plus une option pour les entreprises canadiennes; c'est une nécessité. »

Pendant la mission, le Canada et la Chine ont signé dix ententes commerciales qui auront pour effet de stimuler les échanges commerciaux et la coopération dans plusieurs domaines : culture, environnement, ressources naturelles, assurance des entreprises, sécurité agricole et alimen-

Voyager en Angola

Pour réussir sur le marché angolais, il est important de s'y rendre fréquemment et essentiel de faire affaire avec un partenaire commercial angolais qui connaît bien le marché et ses débouchés, qui aura des relations influentes et qui pourra négocier au nom de gens d'affaires canadiens. Il faut aussi éviter d'effectuer des paiements dans le seul but de faciliter la progression des projets.

Il convient de faire appel aux services d'un interprète si l'on ne parle pas portugais, parce que le français et l'anglais sont peu parlés en Angola. De même, il est recommandé de rédiger tous les documents en portugais, à moins que le partenaire angolais n'indique que cela n'est pas nécessaire.

Les personnes se rendant en Angola doivent savoir qu'il est nécessaire de présenter un certificat de vaccination contre la fièvre jaune au port d'entrée de l'Angola, que de nombreux établissements n'acceptent pas les cartes de crédit et les chèques de voyage, que les dollars américains sont acceptés presque partout, qu'il est recommandé de ne pas garder de grosses sommes d'argent sur soi et qu'il convient de toujours avoir son passeport avec soi, particulièrement lorsqu'on se rend dans des édifices du gouvernement.

taire, science et technologie, énergie nucléaire et éducation.

Des déclarations conjointes ont également été rendues publiques : elles faisaient ressortir une volonté renouvelée d'améliorer les relations bilatérales dans divers domaines clés, dont la coopération multilatérale, les ressources naturelles, l'énergie, les échanges commerciaux et l'investissement. Enfin, un document commun a été rendu public pour définir le champ d'activité du groupe de travail de la stratégie Canada-Chine. De nouveaux progrès ont été accomplis sur un accord de protection des investissements étrangers, et la Chine a accepté d'amorcer le processus visant à accorder au Canada le statut de destination touristique officielle.

À Shanghai, qui est le plus grand foyer commercial de la Chine, à Hong Kong, principale plaque tournante pour les services financiers et le transport, et à Beijing, capitale politique du pays,

Sites Web clés :

Ambassade du Canada au Zimbabwe
www.infoexport.gc.ca/zw

Ambassade de l'Angola au Canada
www.embangola-can.org

Development Gateway Market
www.dgmarket.com

Agence nationale d'investissement privé
www.iie-angola-us.org et
www.investinangola.com

SONANGOL
www.sonangol.com

Gouvernement de l'Angola
www.angola.org

Economist Intelligence Unit
www.eiu.com

Banque mondiale
www.worldbank.org

Banque africaine de développement
www.afdb.org

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec l'ambassade du Canada au Zimbabwe, tél. : (011-263-4) 252-181/5, téléc. : (011-263-4) 252-186, courriel : hrare-td@international.gc.ca, site Web : www.harare.gc.ca 🌟

Rédaction : Yen Le
Michael Mancini
Jean-Philippe Dumas

Abonnement
Téléphone : (613) 992-7114
Télécopieur : (613) 992-5791
Courriel : canad.export@international.gc.ca
Site Web : www.canadexport.gc.ca

CanadExport est un bulletin bimensuel publié par la Direction des services de communication de Commerce international Canada.

Tirage : 55 000 exemplaires

Also available in English.

ISSN 0823-3349

On peut reproduire sans autorisation des extraits de cette publication aux fins d'utilisation personnelle à condition d'indiquer la source en entier. Toutefois, la reproduction de cette publication en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite de CanadExport.

Pour un changement d'adresse ou une annulation, renvoyer l'étiquette avec les changements. Prévoir un délai de quatre à six semaines.

Convention de la poste-publication n° 40064047

Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada à :
CanadExport (BCS), CICan
125, promenade Sussex, Ottawa (Ont.) K1A 0G2
Courriel : canad.export@international.gc.ca

CanadExport